

# Le Bulletin

# L'ILEC

## Protections ou libre-échange ?

### ■ PROTECTIONS OU LIBRE-ÉCHANGE ?

ECHANGE LIBRE, MAIS RÉGULÉ  
*Entretien avec Christian Saint-Etienne*  
page 1

UN MAUVAIS PROCÈS FAIT  
AU PROTECTIONNISME  
*Entretien avec Jean-Luc Gréau*  
page 4

AU-DELÀ DE L'EUROPE  
ET DE L'EURO  
*Entretien avec Philippe  
Moreau-Defarges*  
page 6

L'UE EN HAUT DE GAMME  
page 8

L'OPINION EUROPÉENNE EN 2009  
page 9

LES ÉCONOMIES DU MONDE  
DEVANT LA GLOBALITÉ  
page 10

### ■ CONSOMMATION DES MÉNAGES

REPRISE PASCALE  
page 11

## ■ Échange libre, mais régulé

**L**e libre-échange n'est pas un concept figé. En Europe, il doit évoluer dans la perspective d'une union économique de cinquante Etats, et d'une dizaine d'Etats-nations dotés de volonté économique, et capables d'imposer des règles sociales et environnementales.

*Entretien avec Christian Saint-Etienne, économiste, professeur à Paris-IX, membre du Conseil d'analyse économique<sup>1</sup>*

La crise actuelle ravive les tensions économiques et sociales. Des voix se sont élevées pour vanter les mérites du protectionnisme, mais la contestation du libre-échange reste, semble-t-il, une question taboue. Pourquoi ?

**Christian Saint-Etienne :** Le protectionnisme des années 1930 a conduit à la Seconde Guerre mondiale. Si on en veut une troisième, allons-y ! Le libre-échange postule que la spécialisation des producteurs dans leurs domaines d'excellence permet d'améliorer le bien-être collectif. La promotion d'échanges fondés sur des avantages comparatifs au plan international suppose que tous les pays respectent les mêmes règles de droit, les mêmes normes sociales et environnementales. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, avec par exemple en Chine des niveaux de pollution très élevés et une protection sociale très réduite. Le libre-échange doit donc évoluer, sous peine de disparaître, pour prendre en compte les différences de droits sociaux entre les continents, les écarts environnementaux, le coût carbone des transports. Il devrait ainsi imposer aux produits venant de Chine des taxes compensatoires, ce que refuse encore l'OMC et ce qu'a écarté le G-20. Il y a donc largement matière à le faire évoluer.

(suite page 3)

## Le Grand Secret



l'heure où l'économie-monde stagne dans une crise sans précédent, des voix se font entendre pour prôner une autre organisation de la production et des échanges. Difficile question ? Que nenni. Les esprits s'échauffent, les traits fusent, les arguments giclent, comme dans *le Grand Combat* d'Henri Michaux : « *Il l'emparouille et l'endosque contre terre ; / Il le rogue et le roupète jusqu'à son drôle* »...

Christian Saint-Etienne n'y va pas par quatre chemins. A l'évocation du retour du protectionnisme, il dégaîne : « *Le protectionnisme des années 1930 a conduit à la Seconde Guerre mondiale. Si on veut une troisième guerre mondiale, allons-y !* » A l'objection que le libre-échange a des effets pervers, il enrage : « *Le dumping n'est pas lié au libre-échange mais à la stupidité des gens qui ne savent pas [s'en] servir.* » Quant à l'Europe, « *premier commerçant mondial, [elle] pourrait faire évoluer les comportements* », mais ce n'est pas le cas, car elle est « *le ventre mou du monde, sans volonté politique ni gouvernement économique* » : « *Inutile d'accuser le libre-échange de maux qui sont à mettre au compte d'une politique commerciale européenne naïve et laxiste.* » Fermez le ban. L'Europe n'est pas la solution mais le problème.

Michaux de continuer : « *Il le pratèle et le libucque et lui baruffle les onillas ; / Il le tocarde et le marmine* »... Jean-Luc Gréau fait écho au poète dans sa réponse à Christian Saint-Etienne. L'assimilation du protectionnisme à la guerre, il la balaise d'un revers de main : « *ultima ratio [des] partisans du libre-échange tous azimuts, acculés dans leurs retranchements par une crise qu'ils n'ont pas vu venir* ». Ce n'est pas le protectionnisme qui conduit à la guerre, mais le libre-échange tel que prôné par John Stuart Mill ! L'Europe n'y changera rien, au moins dans l'immédiat. Elle a vendu son âme aux « *conceptions américaines* ». Circonstance aggravante, « *on s'apprête à reconduire [le] président [de la Commission], dont le suivi pro-américain frôle la caricature* ». La dernière amabilité est adressée au Boston Consulting Group, qui a publié un opuscule titré *Globality*, en manière de défense et illustration de la globalisation heureuse. Cette idée, objecte Jean-Luc Gréau, ne mérite pas qu'on s'y arrête. Elle « *est moins une thèse qu'un slogan publicitaire. Le Boston Consulting Group est une entreprise commerciale qui trouve avantage au processus actuel de mondialisation* ».

Ce à quoi Michaux ajoute : « *Le manage rape à ri et ripe à ra. / Enfin il l'écorcobalise.* » Philippe Moreau-Desfarges, plus urbain, n'est guère moins péremptoire sur le fond. L'hypothèse du retour du protectionnisme n'est même pas discutée. Il suffit de constater que « *la rhétorique dominante tend à prouver que cette ouverture [des échanges] est bonne pour la prospérité économique, malgré la crise* ». L'Europe, en raison même de ses faiblesses, offre la seule solution : « *Cette Europe vit de l'échange, sans lequel il n'est pas de prospérité durable. L'Europe est nécessairement une passoire, car elle doit être ouverte aux investissements, au tourisme, aux produits étrangers pour, en retour, vendre ses produits.* ». L'alliance libre-échangiste entre le diplomate et le professeur d'économie serait-elle scellée, nonobstant un écart de vue relevant du détail sur l'Europe ? Point du tout. Car Christian Saint-Etienne est d'accord cette fois avec Jean-Luc Gréau sur une idée forte : il faut à l'Europe un gouvernement économique. C'est précisément ce que réfute Philippe Moreau-Desfarges : « *absurde, car un gouvernement ne peut être seulement de nature économique, c'est une entité qui prend en charge la gestion d'un territoire* ».

Vaine tentative de réconciliation pour Michaux, qui commente la scène : « *L'autre bésite, s'espudrine, se défaisse, se torse et se ruine. / C'en sera bientôt fini de lui ; / Il se reprise et s'emmarginé... mais en vain* »...

En vain, est-ce certain ? Sous le regard distrait des eurocitoyens, comme l'atteste l'Eurobaromètre 2009, d'après lequel l'opinion publique est fluctuante, voire paradoxale quant à la globalisation, le pugilat annoncé tourne à l'entente cordiale, voire au pas de deux. Michaux l'a compris, qui exprime la surprise des lecteurs : « *Mégères alentour qui pleurez dans vos mouchoirs ; / On s'étonne, on s'étonne, on s'étonne* »...

Le protectionnisme intégral réduit à un seul pays est intenable. Jean-Luc Gréau le reconnaît. Il faut viser plus large : « *C'est à l'échelon de l'Europe que la protection doit être définie et établie.* » Christian Saint-Etienne se trouve, ô miracle, exactement sur la même ligne, lorsqu'il affirme : « *Si l'on inclut le coût du carbone, on va tendre vers une régionalisation du commerce. Le libre-échange a alors son sens dans le cadre de grands ensembles régionaux, comme une union euro-méditerranéenne.* » Philippe Moreau-Desfarges, qui connaît son Europe mieux que quiconque, ne saurait objecter, même si, au nom du principe de réalité géo-stratégique, il prend soin de connecter le Vieux Continent au grand large : « *Les organisations régionales, en soi, sont une bonne chose, mais doivent-elles être fermées ou ouvertes ? Ouvertes, bien sûr, car si elles sont fermées, elles sont dans une logique d'appauvrissement, de régression économique, comme durant les années 1930.* » Ainsi accrochée à l'économie-monde telle que décrite par le Boston Consulting Group, l'Europe est bien la solution.

Alors comment se fait-il que cette idée, par laquelle nous avons vaincu le syndrome de la violence et de la vengeance transmis de père en fils, mais aussi trouvé notre place dans la mondialisation, grâce à laquelle, rappelle Christian Saint-Etienne, « *a (été) multiplié par vingt le niveau de vie* », ne soit pas reconnue pour ce qu'elle est, par ceux qui lui doivent paix et prospérité ? Peut-être parce que toute vérité n'est pas bonne à dire, surtout en termes simples. Michaux lui-même cède à la tentation, en conclusion du poème : « *On s'étonne, on s'étonne, on s'étonne, / Et on vous regarde, On cherche aussi, nous autres, le Grand Secret.* »

Sans doute, aussi, parce que l'Europe est un peu large pour les esprits qui nous gouvernent. « *Je monte parce que le niveau baisse* », aurait dit Xavier Bertrand. Qu'il entendit peut-être par là signifier le contraire, pour ce qui est de lui, importe peu. Faute que l'Europe, et non le village des Saxons, des Nerviens et des Gaulois, trouve sa juste place dans les cœurs et les esprits, c'est le niveau de vie qui baissera. Le Grand Secret est que notre meilleure protection est le libre-échange régulé à l'échelle de notre continent. Par-delà leurs disputes, nos auteurs en sont parfaitement d'accord.

L'Union européenne, premier commerçant mondial, pourrait faire évoluer les comportements s'il elle imposait ces changements. Mais elle est devenue le ventre mou du monde, sans volonté politique ni gouvernement économique. C'est une institution ectoplasme, indéfiniment lâche. Inutile d'accuser le libre-échange de maux qui lui sont étrangers, et qui sont à mettre au compte d'une politique commerciale européenne naïve et laxiste.

*Les gains de l'ouverture des marchés, selon les tenants du protectionnisme, seraient surestimés, ils profiteraient d'abord aux catégories sociales les plus élevées, et induiraient un nivellement social et environnemental par le bas défavorable aussi bien aux salariés du Nord qu'à ceux du Sud...*

**C.S.-E.** : Le libre-échange a permis l'essor de l'économie mondiale depuis deux siècles, et a multiplié par vingt le niveau de vie, qui continue à croître. Le libre-échange ne profite pas uniquement aux catégories sociales les plus élevées, comme en témoigne le niveau de vie des ouvriers. Les vêtements à trois euros n'existeraient pas sans la Chine. La question majeure est la perte des emplois, due à l'absence de formation adaptée aux changements. La meilleure façon de protéger les ouvriers, c'est la formation permanente, la recherche-développement, l'innovation. Il y a dix ans, on a généralisé la réforme des trente-cinq heures. On aurait pu réduire la durée de présence dans l'entreprise de trente-neuf à trente-sept heures et la durée du travail à trente-cinq heures en consacrant deux heures par semaine à la formation, soit cent heures de formation par an. Sur dix ans, voyez ce que cela peut représenter : si nous avions donné mille heures de formation à chaque salarié français, nous n'en serions pas où nous sommes. Avec la lâcheté généralisée de l'Europe conjuguée à des réformes imbéciles dans les pays qui la composent, inutile d'en appeler au protectionnisme.

*Le dumping social et environnemental, protectionnisme insidieux, peut-il être considéré comme un effet pervers du libre-échange. Y en a-t-il d'autres ?*

**C.S.-E.** : Le libre-échange, ce n'est pas la liberté de faire tout ce que l'on veut. Le *dumping* n'est pas lié au libre-échange mais à la stupidité de gens qui ne savent pas se servir du libre-échange. C'est comme un couteau, avec lequel on peut couper du pain ou tuer son voisin. Ce n'est pas le couteau qui est responsable, c'est celui qui s'en sert.

*Le protectionnisme revêt beaucoup de visages : barrières tarifaires et non tarifaires, quotas, contingents, dévaluations*

*compétitives, subventions, boycottage. Quelle est sa forme la plus efficace, et la plus pernicieuse ?*

**C.S.-E.** : Les dévaluations compétitives les plus odieuses se font aujourd'hui à l'intérieur de l'Europe : la dévaluation de la livre sterling de 30 %, celles des pays d'Europe centrale. Ce n'est pas la Chine ni l'Inde qui sont responsables, c'est l'incapacité européenne à poser des règles strictes. C'est la lâcheté de l'ectoplasme qui est à l'origine de beaucoup de nos problèmes.

*Comment peut évoluer le libre-échange ?*

**C.S.-E.** : Je vois deux évolutions possibles. La première, nécessaire, est la prise en compte des écarts de droits sociaux et d'obligations environnementales. Si l'on inclut le coût carbone, on va tendre vers une régionalisation du commerce. Le libre-échange a alors son sens, dans le cadre de grands ensembles régionaux, comme une union euro-méditerranéenne.

*Quelle est la marge de manœuvre de l'Europe ?*

**C.S.-E.** : Elle doit se donner les capacités d'un gouvernement économique, à l'image de celui des Etats-Unis ou de la Chine, aussi virulent pour intégrer la réciprocité dans les échanges, intégrer les coûts environnementaux dans les prix à l'importation, tenir une politique de change pertinente de façon à peser sur les parités entre l'euro, le dollar, le yuan et le yen. Aujourd'hui, l'Europe est construite sur un mensonge, car tout le monde ne vise pas les mêmes objectifs. L'Union européenne doit évoluer vers une grande zone de libre-échange de cinquante Etats, avec des normes sociales et environnementales, et compter, à l'intérieur de cette zone, une fédération d'Etats-nations de six à dix Etats partageant les mêmes intérêts et les mêmes objectifs. On ne sortira pas des contradictions actuelles tant que les fondements de la politique européenne n'auront pas été clarifiés. Les dernières élections l'ont prouvé.

*Les partisans du protectionnisme avancent la menace d'une implosion de l'euro. Doit-on sortir de l'euro comme ils le recommandent ?*

**C.S.-E.** : L'euro est un succès technique mais un échec politique. La zone euro est la seule zone monétaire qui n'ait pas d'objectifs de change, faute d'accord entre les pays membres sur le niveau approprié du taux de change. Il faut en urgence traiter trois problèmes : l'émergence d'un gouvernement économique, la mise en place d'un fédéralisme fiscal, et la mise sous contrôle de la concurrence fiscale et

sociale en Europe. Sinon, à terme, l'euro sera à deux dollars et ne résistera pas ! Si la crise arrive, il faut en sortir par le haut.

**La France connaît un faible taux de pénétration des importations de pays à bas salaires (11 %). Ses véritables concurrents ne sont-ils pas les Allemands davantage que les Chinois ?**

**C.S.-E.** : De fait, la France perd massivement des parts de marché depuis 1999, notamment à l'intérieur de la zone euro. Cela n'est pas dû au libre-échange, mais à notre incapacité à développer les petites et

moyennes entreprises. Il nous manque, sur le territoire métropolitain, dix mille entreprises de cinq cents personnes pour que nous connaissions des taux d'activité de la population comparables à ceux des pays dont la croissance à moyen terme est plus équilibrée que la nôtre. Le libre-échange est comme l'eau, on peut y nager ou s'y noyer.

*Propos recueillis par J. W.-A*

1. Dernier ouvrage paru : *la Fin de l'euro*, Bourin 2009.

## Un mauvais procès fait au protectionnisme

**P**rotection ne signifie pas fermeture. Il s'agit d'en peser les modalités, sur le plan sectoriel et géographique. L'échelon pertinent est l'Europe. Le défi : conjurer la menace de la paupérisation.

*Entretien avec Jean-Luc Gréau, économiste, consultant<sup>1</sup>*

**Quelles sont selon vous les causes de la crise actuelle et en quoi justifieraient-elles le retour au protectionnisme, pour beaucoup faut-il dire ?**

**Jean-Luc Gréau** : La chute brutale de la demande intérieure dans la plupart des pays industrialisés montre, a posteriori, la fragilité de la croissance obtenue depuis le début de la décennie. La crise bancaire, qui a commencé à partir de juin 2007, procède avant toute chose d'une politique de crédit laxiste en direction de nombreux ménages en Occident, spécialement aux Etats-Unis, en Angleterre et en Espagne. Le surendettement des ménages, qui a été ainsi, des années durant, un facteur décisif de la prospérité des pays concernés, a joué un rôle crucial dans l'équilibre de la production et de la demande à l'échelon mondial. Il a constitué, trivialement, la béquille permettant la marche en avant des économies, alors même que la concurrence mondiale avait pour premier effet une véritable déflation salariale, que j'évoquais dans *l'Avenir du capitalisme*, en 2005.

Le protectionnisme assimilé à la guerre sert d'*ultima ratio* aux partisans du libre-échange tous azimuts, acculés dans leurs retranchements par une crise qu'ils n'ont pas vu venir. Ils procèdent à un mélange des genres pour étouffer la voix protectionniste qui commence à résonner dans l'arène du débat. Historiquement, nous

devons observer que ce sont les libre-échangistes qui ont préconisé la guerre comme moyen éventuel de contraindre les pays pauvres à ouvrir leurs frontières. Le dernier classique anglais, John Stuart Mill, a plaidé dans ce sens dans un texte méconnu, *War for free trade*. Cet essai est une sorte de préface à la fameuse guerre de l'opium, qui a permis aux Occidentaux de soumettre la Chine.

**La crise justifie-t-elle le recours au protectionnisme progressif, sectoriel et coopératif, ou « libéralisme protectionniste » ?**

**J.-L. G.** : Le principe de la protection ne se discute pas, seulement ses modalités. J'entends affirmer cette chose paradoxale mais vraie : le protectionnisme de demain ne sera pas une fermeture de nos territoires à la concurrence étrangère. Pourquoi ? Parce que les entreprises non européennes auront toujours la faculté de venir produire chez nous pour atteindre nos marchés ! Mais il leur faudra respecter nos règles sociales, fiscales et environnementales.

**Que serait-il opportun de protéger et de ne pas protéger ?**

**J.-L. G.** : Il convient naturellement de protéger toutes les productions d'articles manufacturés et de services, handicapées par des écarts disproportionnés de coût du travail, dont je fixe le rapport d'un à trois en défaveur de l'Europe occidentale.

**A quel niveau ? La préférence doit-elle être nationale ou européenne ?**

**J.-L. G.** : Bien entendu, c'est à l'échelon de l'Europe que la protection doit être définie et établie. Mais nous

nous heurtons sur ce terrain à la formidable opposition de l'Angleterre, idéologiquement néo-libérale, et de l'Allemagne, qui table sur ses exportations pour maintenir sa croissance. En outre, la doctrine de la concurrence européenne inclut le principe du libre-échange entre l'Europe et le reste du monde. Cette doctrine est le noyau dur qu'il faut entamer au préalable.

*Emmanuel Todd préconise de convaincre l'Allemagne de réorienter sa stratégie économique, aujourd'hui tournée vers le monde, vers un marché intérieur européen qu'il faudrait soutenir par des protections adéquates et une relance des salaires. Qu'en pensez-vous ?*

**J.-L. G.** : Je suis en accord total avec lui. Mais la poignée de protectionnistes déterminés que nous constituons, avec lui et quelques autres, affronte une puissante coalition d'intérêts qui s'appuie sur le levier du libre-échange pour revenir sur les grandes réformes de l'après-guerre et accomplir un véritable programme de paupérisation.

*Entre une Europe protectionniste et une Europe protectrice, le curseur peut varier. Certains préconisent des « écluses », sociales, écologiques...*

**J.-L. G.** : Oui, il peut varier dans l'espace et dans le temps. Nous n'avons nul besoin de nous protéger, sauf cas d'espèce, des Etats-Unis, du Canada, de la Suisse et de la Norvège, ni même des pays africains, qu'il faut soutenir dans leur quête du progrès économique. Nous pourrions de même réduire par étapes les droits protecteurs, à mesure que nos partenaires commerciaux se rapprocheront des standards européens en matière sociale, fiscale et écologique.

*La crise actuelle n'appelle-t-elle pas la création d'un gouvernement économique européen ?*

**J.-L. G.** : La question est des plus délicates. La notion de gouvernement économique européen sous-entend que les Etats d'Europe ont le sentiment d'un intérêt commun face à nos grands concurrents émergents. Mais c'est précisément à partir d'une politique commerciale protectrice que pourrait s'esquisser un gouvernement économique européen.

*Les partisans du libre-échange assurent qu'il sera efficace si des règles, des normes environnementales et sociales, sont acceptées et respectées dans un même espace. Cet espace existe-t-il aujourd'hui ? L'Europe des Vingt-Sept s'en approche-t-elle ? L'Europe est-elle la passoire décriée par certains ?*

**J.-L. G.** : L'Europe constitue l'espace commercial le

plus ouvert au monde, doté de surcroît, s'agissant de la zone euro, de la monnaie la plus surévaluée du monde. S'agissant de la concurrence intérieure, il conviendrait d'agir pour éliminer une concurrence fiscale dangereuse. Un exemple : l'Irlande, pourtant accablée par la crise et un déficit budgétaire sans précédent, maintient son taux d'imposition des bénéfices à 12 %, au nom de son attractivité économique. Mais cette politique opportuniste permet à de nombreuses multinationales de déclarer en Irlande des profits réalisés ailleurs, de manière à réduire artificiellement leur imposition globale : cela s'appelle l'optimisation fiscale.

*La Commission européenne serait, selon vous, « américaine », inféodée à Washington...*

**J.-L. G.** : La Commission a fait siennes les conceptions américaines en matière de libre-échange des marchandises et des capitaux financiers. La déflagration économique et financière n'a pas changé la situation, puisqu'on s'appête à reconduire son président, dont le suivisme proaméricain frôle la caricature.

*Capitalisme, libéralisme, libre-échange... Les termes sont-ils identiques ?*

**J.-L. G.** : Ce qu'on appelle capitalisme représente l'économie de production concurrentielle, incarnée par l'entreprise et illustrée par l'innovation : Schumpeter est sur ce point plus pertinent que Marx. Le libéralisme est une doctrine à deux visages : politique et économique. On peut être politiquement libéral sans l'être forcément du point de vue économique. Le libéralisme économique de la période récente constitue une version extrémiste du libéralisme économique, fondée sur le libre-échange inconditionnel et la suprématie des activités financières.

*En France, la désindustrialisation qui sévit depuis une vingtaine d'années, particulièrement dans le textile, la sidérurgie, la construction navale, est-elle due aux différentiels de charges avec les pays émergents ?*

**J.-L. G.** : Oui, mais avec aussi le fait que nous avons renoncé à toute politique industrielle digne de ce nom : les allègements de charges que l'Etat français avait consentis au textile d'habillement ont été abrogés par une Europe qui rejette avec horreur tout ce qui peut ressembler à une politique industrielle.

*Le différentiel de charges (salaires et taxes) entre les pays émergents et les pays développés est-il amené à se réduire ?*

**J.-L. G.** : Oui, en principe. Mais deux faits contrariaires sont à prendre en considération. Premièrement,

l'Europe est désormais un continent peuplé de vieux, qui vont peser de plus en plus sur sa capacité économique. Deuxièmement, la crise favorise les produits à bas prix : il est à craindre qu'une partie croissante de notre demande intérieure ne se porte vers la production à coûts cassés, en provenance des pays émergents. Enfin, en toute hypothèse, le processus d'ajustement demandera du temps, entre quinze et trente ans selon les pays. Or, on le sait, comme disait Keynes, à long terme, nous serons tous morts.

**L'augmentation des coûts de transport et le bilan carbone ne vont-ils pas induire une relocalisation industrielle et le retour des produits locaux ? L'économie de proximité offrirait-elle plus de protection contre les effets redoutés de la globalisation que les barrières tarifaires ?**

**J.-L.G.** : Le bon sens devrait nous conduire vers un resserrement des chaînes logistiques, permettant de réduire les coûts de transport et les émissions de carbone, même au détriment des transporteurs. De surcroît, la crise illustre les dangers d'une mise en relation forcée des continents, au nom du libre-échange : l'Europe et l'Asie développée ont été gravement touchées par le séisme survenu aux

Etats-Unis. Un monde compartimenté pourrait moins le risque de subir le sort du *Titanic*.

**Que pensez-vous de la thèse de Harold Sirkin, James Hemerling et Arindam Bhattacharya (Boston Consulting Group) baptisée « Globality », selon laquelle nous entrons dans une ère de concurrence avec tous, pour tout et partout ?**

**J.-L.G.** : C'est moins une thèse qu'un slogan publicitaire. Le Boston Consulting Group est une entreprise commerciale qui trouve avantage au processus actuel de mondialisation.

**Libre-échange et protectionnisme sont-ils antinomiques ?**

**J.-L.G.** : Non. Le libre-échange s'impose quand les conditions de la compétition sont équitables. Le protectionnisme est nécessaire tant que ces conditions ne sont pas satisfaites.

*Propos recueillis par J. W.-A*

1. Auteur du *Capitalisme, malade de sa finance* (1998), *L'Avenir du capitalisme* (2005), *la Trahison des économistes* (2008), tous chez Gallimard.

## Au-delà de l'Europe et de l'euro

**Si l'ouverture des échanges et la prospérité économique vont de pair, le seul marché européen ne suffit pas au dynamisme des pays qui le constituent. Le temps est plus que jamais à la mondialisation de la concurrence.**

*Entretien avec Philippe Moreau-Defarges, Institut français des relations internationales*

**La crise ravive les tensions économiques et des voix s'élèvent pour vanter les mérites du protectionnisme. Il ne serait plus un sujet tabou ?**

**Philippe Moreau-Defarges** : Toute crise porte en elle des demandes protectionnistes. Loin d'être tabou, le thème du protectionnisme est demeuré un temps au second plan, durant la phase de prospérité, quand la majorité des acteurs tirait profit de l'ouverture des échanges. Aujourd'hui, la rhétorique dominante tend à prouver que cette ouverture est bonne pour la prospérité économique, malgré la crise.

**Le protectionnisme revêt beaucoup de visages (barrières tarifaires et non tarifaires, quotas, contingentements, dévaluations compétitives, subventions, boycottage). Quelle serait selon-vous l'outil le plus efficace, et le plus pernicieux ?**

**P. M.-D.** : Aujourd'hui, bon nombre de mesures

protectionnistes telles que les contingentements ou les droits de douane sont impossibles, jugées taboues. L'outil protectionniste le plus efficace, mais aussi le plus pernicieux, c'est l'outil caché, comme des réglementations de nature administrative, sanitaire. La réglementation Reach entre dans cette catégorie. Le protectionnisme ne peut pas se présenter à visage découvert, aussi les mesures doivent se justifier sous l'angle de l'intérêt général, protection de l'environnement, de la santé publique, etc.

**Le dumping, social ou écologique, forme de protectionnisme insidieux, est-il un effet pervers du libre-échange ? Y en a-t-il d'autres ?**

**P. M.-D.** : La notion de *dumping* ne correspond à rien. Les réglementations sociales, écologiques, ne peuvent pas être les mêmes dans des Etats qui n'ont pas le même niveau de développement économique. Dans un monde ouvert, chacun a ses avantages et ses handicaps. Les pays pauvres ont des réglementations sociales faibles, mais ils ont une productivité plus faible.

**Certains préconisent un « libéralisme protectionniste » à l'échelle européenne. Est-ce pertinent ?**

**P. M.-D.** : Non. Le « libéralisme protectionniste »

concernerait une vaste union européenne à vingt-sept avec un marché libre à l'intérieur, mais se fermant sur l'extérieur. Première difficulté : les vingt-sept pays seront-ils d'accord ? Deuxième difficulté : l'Union européenne tire sa prospérité de ses échanges internes, certes, mais aussi externes. Les entreprises les plus dynamiques, l'automobile, l'aéronautique, le luxe, ne peuvent pas se contenter du seul marché européen, marché trop petit. C'est une dangereuse illusion.

*Cela pourrait-il prendre la forme d'un protectionnisme sectoriel ?*

**P. M.-D.** : Toutes les formules sont possibles. Reste que toute mesure protectionniste entraîne des mesures de rétorsion. Nos économies, très mondialisées, seront perdantes.

*La crise actuelle n'appelle-t-elle pas un gouvernement économique européen ?*

**P. M.-D.** : Absolument, mais ce n'est pas la crise actuelle qui l'appelle, mais l'évolution logique de la construction européenne, qui, sans le dire, se dirige vers une forme de fédération qui a besoin d'une structure gouvernementale centrale. Soulignons que le concept de gouvernement économique est absurde, car un gouvernement ne peut pas être seulement de nature économique, c'est une entité qui prend en charge la gestion d'un territoire. Le limiter à l'économie n'a aucun sens.

*Depuis le livre vert de 2006 les Instruments de défense de l'Europe dans une économie mondiale en mutation, quoi de nouveau à la Commission européenne comme propositions ?*

**P. M.-D.** : Rien de nouveau, car la Commission, singulièrement affaiblie, semble de plus très embarrassée. D'un côté, elle n'ignore pas qu'il faut proposer des mesures de défense commerciale pour montrer que nous ne sommes pas des naïfs, mais de l'autre elle craint à juste titre des mesures de représailles : prendre des mesures contre la Chine, et Carrefour souffrira....

*L'Europe est-elle la « passoire » tant décriée par certains ?*

**P. M.-D.** : Non, car cette Europe vit de l'échange, sans lequel il n'est pas de prospérité durable. L'Europe est nécessairement une passoire, car elle doit être ouverte aux investissements, au tourisme, aux produits étrangers, pour, en retour, vendre ses produits. Elle est une plaque tournante, un carrefour d'échange, condition de la prospérité.

*La réciprocité de l'ouverture des marchés publics n'est-elle pas très théorique, des pays de l'OMC ne garantissant aucune possibilité d'accès aux entreprises européennes dans certains secteurs (eau, énergie, transports, cf. l'affaire Alstom-Bombardier au Québec, ou le train japonais). L'Europe ne devrait-elle pas être plus exigeante ?*

**P. M.-D.** : Il est vrai que les marchés publics permettent aux Etats d'être protectionnistes sans le dire. L'Europe doit donc être attentive à ce que les règles du jeu soient respectées, sans pour autant protéger ses marchés publics et entraîner des problèmes entre les Etats membres. Elle doit au contraire pousser à l'ouverture des marchés publics des autres Etats. Encore une fois, l'Europe doit rester dans une logique d'échange.

*Les partisans du protectionnisme avancent la menace d'une implosion de l'euro. Le temps des dévaluations compétitives est révolu et des pays souffrent de la contrainte des changes, dont la France, l'Espagne, l'Italie, et plus encore la Slovaquie, la Grèce et le Portugal. Pourrait-on sortir de l'euro ?*

**« L'outil protectionniste le plus efficace, mais aussi le plus pernicieux, c'est l'outil caché, comme des réglementations de nature administrative, sanitaire. La réglementation Reach entre dans cette catégorie. »**

**P. M.-D.** : Tout est toujours possible. On ne peut pas exclure le risque d'une implosion de l'euro. Mais dans ce cas, l'Europe est morte, et nous entrons dans le cercle vicieux de l'appauvrissement. L'implosion de l'euro implique le rétablissement des monnaies nationales, qui ne vaudront rien, ne seront que des monnaies de singe, excepté, peut-être, le Deutschemark.

*Le G-20 a déclaré la guerre au protectionnisme. Pour autant, le yuan est toujours sous-évalué, les Etats-Unis se protègent avec leur complexe militaro-industriel. De nombreuses exportations de l'UE sont taxées de 5 jusqu'à 400 % en Russie. Depuis le début de la crise financière, la Banque mondiale a recensé une cinquantaine de mesures protectionnistes, dont la fermeture du marché chinois au porc irlandais, au chocolat belge, aux œufs néerlandais et aux produits laitiers espagnols, le triplement de la taxe américaine sur le roquefort, la clause du buy american sur l'acier dans le plan de relance de l'administration Obama : le G-20 est-il un tigre de papier ?*

**P. M.-D.** : Le G-20, c'est un chantier qui va évoluer, avec au centre le processus de construction d'une gouvernance de l'économie mondiale. Les problèmes sont gigantesques et rien ne peut être réglé du jour au lendemain. Une structure de concertation comme le G-20 est forcément faible par nature, elle cherche des consensus, mais elle n'a pas de réel pouvoir.

*Face à la mondialisation, synonyme pour certains de dérégulation, de désindustrialisation, de désagrégation, une autre voie serait celle de la création de plusieurs unions économiques régionales ? Doit-on, comme le suggère Jean-Luc Gréau, « compartimenter le monde pour le stabiliser » ?*

**P. M.-D.** : Les organisations régionales, en soi, sont une bonne chose, mais doivent-elles être fermées ou ouvertes ? Ouvertes, bien sûr, car si elles sont fermées, elles sont dans une logique d'appauvrissement, de régression économique, comme durant les années 1930. La stabilisation du monde repose sur les échanges.

*Comment maintenir un ordre économique intégré, si les États, sans l'appui desquels la coopération internationale est impossible, ne sont pas soutenus par leurs populations, en faveur d'une économie mondiale ouverte (le référendum de 2005) ?*

**P. M.-D.** : Qu'est-ce que l'Etat, aujourd'hui ? C'est un rouage du système international qui fait le lien entre les règles de ce système et une population, l'interface entre une législation mondiale de plus en plus abondante et une population qu'il faut convaincre. Aussi, l'une des responsabilités des Etats est d'expliquer la mondialisation à leurs populations, ses avantages, ses difficultés, ses défis. Soit les populations se renferment sur elles-mêmes pour tendre vers la pauvreté (Cuba, Corée du Nord), soit elles acceptent l'ouverture, mais celle-ci a un certain prix.

*Le temps de l'économie ne coïncide pas toujours avec le temps social...*

**P. M.-D.** : En effet, la mondialisation fait des perdants, et le défi est de gérer au mieux les écarts entre le temps économique et le temps social.

*Faut-il, comme le recommandent les Chinois, banquiers du monde, une nouvelle monnaie de réserve internationale ?*

**P. M.-D.** : Peut-être. Une monnaie ne se décrète pas. Deux hypothèses se présentent. L'une est que le dollar est remplacé par une autre monnaie. Mais laquelle ?

L'euro est certes une belle monnaie, mais l'Europe n'est pas aujourd'hui une zone très dynamique. Aussi l'euro ne peut-il être une monnaie de réserve. L'autre hypothèse serait de créer une monnaie authentiquement internationale, émise par une banque mondiale. On en est loin. Au reste, qu'est-ce que la monnaie exactement ? Se réduit-elle aux monnaies officielles ? Commençons d'abord par mieux gérer les masses énormes de crédit en circulation.

*La France est de tous les grands pays développés celui dont le taux de pénétration des importations de pays à bas salaires est le plus faible (11 %). Ses véritables concurrents ne sont-ils pas plus les Allemands que les Chinois ? Un exportateur français aurait huit « chances » sur dix d'affronter un concurrent allemand vendant le même produit sur le même marché...*

**P. M.-D.** : C'est le grand problème français que celui de l'adaptation de son appareil de production. Mais n'oublions pas qu'aujourd'hui l'Allemagne souffre aussi. L'Union européenne, c'est comme les vieilles familles dotées d'un bel héritage, d'une bonne éducation mais entourées de parvenus, la Chine, l'Inde, le Brésil... Les parvenus sont toujours plus forts que les vieilles familles !

*Que pensez-vous de la thèse de Harold Sirkin, James Hemerling et Arindam Bhattacharya, consultants au Boston Consulting Group, baptisée « Globality », selon laquelle nous entrons dans une ère où nous serons en concurrence avec tous, pour tout et partout ?*

**P. M.-D.** : C'est vrai. La compétition est désormais globale, l'étudiant français est en concurrence avec l'étudiant chinois. Et cette compétition concerne tous les secteurs. Elle est donc globale géographiquement et sectoriellement. Nous sommes dans une formidable mondialisation de la concurrence, et nous n'avons pas trouvé d'autres moyens pour mieux servir l'humanité. Aussi, pour reprendre la phrase de Jean Bodin, il n'est de richesse que d'hommes, qualifiés et adaptables.

*Propos recueillis par J. W.-A*

## L'UE en haut de gamme

**L'** Union européenne fête ses cinquante ans et les dix ans de l'euro dans le scepticisme. Son modèle économique ne serait pas, selon certains, adapté à la mondialisation. Pour d'autres, son aptitude à résister est réelle.

Première zone de production de richesse, avec 22% du PIB mondial, et 42% du commerce, l'Union européenne, avec ses vingt-sept Etats et ses presque 500 millions d'habitants, affronte sa première

dépression économique<sup>1</sup>, et des voix s'élèvent contre « l'Europe passoire ». De nouveaux acteurs ont changé la donne mondiale. Dans la période 2000-2005, le Sud a contribué à la croissance des exportations et des importations mondiales de produits manufacturés à hauteur de respectivement 60 et 50 %. De 1995 à 2005, la Chine a presque doublé sa part du marché mondial, avec une « spécialisation dans les produits à fort contenu technologique, jusque-là considérés comme un avantage comparatif propre aux économies les plus développées »<sup>2</sup>,

notent Matthieu Crozet et Soledad Zignago. Le poids de l'UE a baissé, mais elle demeure « *un des principaux moteurs de la mondialisation des échanges, notamment du fait de l'essor du commerce intra-communautaire* ». L'Union reste le premier exportateur de biens (19,6 % du commerce mondial en valeur, contre 13 % pour les Etats-Unis et 9,5 % pour le Japon). Elle défend mieux sa part de marché puisque, entre 1995 et 2005, elle n'a cédé que 1,4 % du marché, au lieu de 4 % et plus pour les Etats-Unis et le Japon.

Dans les produits à haut niveau technologique (électriques et électroniques, pharmacie, aéronautique, instruments de mesure et d'optique), sa part de marché est de 17,3 %, devant les Etats-Unis (14,3 %) et le Japon (9,5 %), et elle n'a diminué que de 0,5 % en dix ans, quand les Etats-Unis perdaient 7,6 % et le Japon 9 %. Mais la Chine l'a dépassée en 2005 comme premier fournisseur de ce type de produits sur les marchés mondiaux... Une de ses faiblesses est que ses performances « *sont essentiellement dues à celles de l'industrie allemande* », soulignent Matthieu Crozet et Soledad Zignago. Pour autant, si certains secteurs sont classés parmi ceux à faible contenu technologique, comme l'agroalimentaire, ils n'en intègrent pas moins des services complexes (en mercatique et stylisme

par exemple). Inversement, des produits tels que les téléphones mobiles ou les ordinateurs sont devenus des biens de consommation ordinaires dont la production physique ne génère qu'une valeur ajoutée limitée. Aussi, « *plus encore qu'une spécialisation dans les secteurs de haute technologie, c'est sans doute la capacité des pays à produire et vendre sur les marchés étrangers des biens de qualité élevée, chers et à haute valeur ajoutée qui conditionne l'importance des gains à tirer de la mondialisation* », soulignent les auteurs.

A cette aune, et grâce à l'Allemagne, l'UE se maintient au premier rang pour le haut de gamme, avec 30,4 % du marché mondial en 2004, contre 14,6 % pour les Etats-Unis, 12,7 % pour le Japon et 3,2 % pour la Chine. Et sa part a augmenté (de 0,58 %) entre 1995 et 2004, alors que celle des Etats-Unis et du Japon a baissé de 3 %.

J. W.-A

1. L'Etat de l'Union 2009, rapport Schuman sur l'Europe, Fondation Robert Schuman, Lignes de repères.

2. « L'Union européenne face au défi du commerce mondial », par Matthieu Crozet, professeur à l'université de Reims et conseiller au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), et Soledad Zignago, économiste au CEPII, op. cit.

## Mouvements limités dans l'opinion publique

### Encore majoritairement favorables à la mondialisation l'année dernière, les Européens souhaitent plus de régulation.

Depuis 2003, les enquêtes Eurobaromètre évaluent la compréhension qu'ont les Européens de la mondialisation, son impact au niveau communautaire et national, pour les entreprises et les citoyens. « *La perception globale de la mondialisation est restée, jusqu'au printemps 2008, majoritairement positive* », remarque Elvire Fabry, de la Fondation pour l'innovation politique. En 2003, 57 % des Européens considéraient que la mondialisation leur était bénéfique. Ils étaient encore 56 % en 2008. Pessimistes quant à leur économie nationale, ils demeurent persuadés que l'Union soutient plutôt bien la comparaison avec le reste du monde, particulièrement avec les Etats-Unis : entre 2006 et 2008 la proportion de ceux qui estiment que l'économie européenne est plus performante que l'américaine a augmenté de 15 points.

Les différences de perception selon la nationalité se sont cependant creusées. En 2003, la Suède et le Danemark, comme le Royaume-Uni, figuraient parmi les pays les moins favorables à la mondialisation. En 2008, 78 % des Danois et 64 % des Suédois ont vu dans la mondialisation une opportunité pour leurs entreprises.

Les moins convaincus sont les Grecs (41%). « *La mondialisation agit comme un révélateur des tensions et des contradictions internes aux sociétés* », note Elvire Fabry. En 2003, 63 % des Irlandais étaient favorables à la mondialisation, contre seulement 27 % des Français. Ils connaissaient des taux de chômage de respectivement 4,7 et 9,4 %. La mondialisation était perçue comme un processus négatif pour l'emploi par 52 % des Européens en 2003. Cette proportion n'était que de 43 % en 2008, mais de 70 % parmi les Français. En outre, elle demeurait en 2008 associée à un sentiment d'injustice : 63 % des Européens estiment qu'elle profite aux grandes entreprises et pas aux citoyens, 61 % qu'elle ne les protège pas de l'inflation et 56 % qu'elle accroît les inégalités.

Enfin, la régulation a grimpé dans l'opinion publique européenne de 56 % de partisans en 2003 à 64 % en 2008. Curieusement, cette demande a reculé dans le même temps de six points en France. Des mesures protectionnistes avaient les faveurs d'un tiers des Européens en 2005, de 41 % en 2008.

1. L'Opinion européenne en 2009, sous la direction de Dominique Reynié, Fondation Robert Schuman et Fondation pour l'innovation politique, Lignes de repères.

# Les économies du monde devant la globalité

**L**a concurrence généralisée est en marche. Selon le Boston Consulting Group, elle a pour moteur les économies en développement rapide et leur appétit de bien-être, face à des vieilles nations repues.

Un éloge de la concurrence sans une seule fois les mots protectionnisme et libre-échange, une gageure ! Une ère commence, celle de la globalité. Elle ne signifie pas globalisation, selon les auteurs<sup>1</sup> de l'étude du Boston Consulting Group, mais concurrence généralisée « avec tout le monde, partout, pour tout ».

Avec tout le monde ? Traditionnellement, la concurrence signifie lutte, combat pour conquérir des marchés, entreprises ennemies à évincer ou à racheter. Demain, il faudra aussi travailler non seulement contre, mais avec. Avec des clients, des fournisseurs et d'autres partenaires, pour réduire les coûts, comprendre les marchés locaux et développer de nouvelles activités. « Les entreprises, annoncent les auteurs, seront souvent en concurrence selon les deux acceptions du mot "avec" : dans certaines situations, une entreprise sera votre amie et alliée, dans d'autres, elle sera votre rivale et votre adversaire. »

Partout ? Aussi bien en Chine, en Inde, en Ukraine, au Ghana, au Chili, en Malaisie, là où des marchés importants se développeront et où les entreprises devront se demander si elles doivent être ou non. « La fièvre des fusions et des acquisitions gagne des pays et des régions inattendus. Les entreprises russes ont ainsi investi en Arménie, en Biélorussie, au Kazakhstan et en Ouzbékistan, et elles ont également racheté des entreprises au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, au Canada et aux Etats-Unis. »

Pour tout ? Ce « tout » inclut les clients, les fournisseurs, les partenaires, le capital, la propriété intellectuelle, les matières premières, les talents, les idées, les espaces, les systèmes de distribution, les capacités de fabrication, les ressources naturelles... « Dans cet environnement où les flux de marchandises et de services coulent dans toutes les directions, les entreprises n'ont pas de centre. L'idée d'étranger n'a plus cours. »

Le temps où les économies occidentales pensaient que jamais les pays dits en voie de développement ne feraient autre chose que d'imiter leurs produits est loin. Les économies en développement rapide (EDR)

posent de nouveaux défis : celui, traditionnel, des coûts, mais aussi celui des ressources humaines, du marketing, de la mobilité et de la rapidité d'action, de l'innovation. En janvier 2009, la publication *Scientometrics*<sup>2</sup> annonce que les chercheurs chinois publient davantage que les américains dans le secteur des nanotechnologies. En 2010, la Chine et l'Inde formeront 1,5 million de diplômés en science et en ingénierie, douze fois plus que le système universitaire américain dans les mêmes disciplines.

Le dynamisme des EDR s'illustre des matières premières aux services informatiques en passant par les biens de grande consommation. En décembre 2007, deux cent vingt grands groupes de pays émergents figuraient au palmarès des milles premières entreprises mondiales par la capitalisation boursière.

Les grandes marques de demain seront peut-être Johnson Electric, acteur chinois de premier plan sur le marché des moteurs miniatures, Goodbaby, fabricant chinois de produits pour enfants, le mexicain Cemex, numéro un mondial du béton prêt à l'emploi, Tata, le plus grand conglomérat indien, ses compatriotes Bajaj, fabricant de motos, et Wipro, géant de l'ingénierie informatique, Embraer, avionneur brésilien, le russe Lukoil, numéro un de l'exploration pétrolière. Leur avènement trouve son origine dans une succession de « chocs sociétaux et d'éruptions économiques » : l'ouverture

de la Chine en 1978, la chute du communisme en Europe de l'Est dans les années 1980, les réformes en Inde en 1993, l'ouverture du Brésil en 1997.

La vague de changement s'est intensifiée pour trois raisons : le gigantisme des pays (Chine, Inde...) par la superficie et par la population, leur accès aux ressources et aux marchés du monde entier, ouverts sous l'égide de l'OMC, enfin leur soif de réussite, leur appétit d'apprendre. Un milliard d'individus au moins attendent encore, en Chine, en Inde et à l'est de l'Europe, de rejoindre la société de consommation mondiale : « Tous les pays en développement rapide bruissent de la même énergie individuelle », résumement les auteurs, les nouveaux venus sont « en général beaucoup plus prompts que la plupart des acteurs historiques à décrypter et à s'approprier les clés de la réussite ». Que faire pour réussir dans « l'univers polycentrique de la concurrence généralisée » ? Le Boston

**« Dans un environnement où les flux de marchandises et de services coulent dans toutes les directions, les entreprises n'ont pas de centre. L'idée d'étranger n'a plus cours. »**

Consulting Group recommande sept « épreuves » – écartant l'idée de « tâches » qu'on peut successivement « rayer d'un simple trait sur une liste de choses à faire » – : être attentif à l'écart des coûts, développer les talents, pénétrer les marchés en profondeur, géo-optimiser les activités en fonction de la chaîne de valeur, voir les choses en grand (agir vite, s'aventurer à l'extérieur), innover avec ingéniosité et se mettre à l'heure de la diversité. La globalité, qui signifie multitude, absence

de centre, de marché domestique, de hiérarchie géographique, exige d'apprendre à « vivre avec le multiple et le divers, et à en faire une arme de développement ».

J. W.-A

1. Harold Sirkin, James Hemerling et Arindam Bhattacharya, cabinet de conseil Boston Consulting Group : Globality, ou la concurrence avec tous, pour tout et partout, Editions Lignes de Repères, 2009.

2. Publiée par Springer Science Business Media.

---

## Consommation des ménages

### Reprise pascale

**A**près leur recul de mars, les achats en grandes surfaces alimentaires ont renoué avec la croissance en avril.

Les achats des ménages dans les circuits à dominante alimentaire (incluant le maxidiscount et les circuits spécialisés) connaissent des mouvements erratiques en volume depuis le début de l'année. Après un recul de 2,2 % en mars, par rapport à mars 2008, ils ont renoué en avril avec la croissance au cours de la quatrième période TNS Worldpanel (du 23/3 au 19/4/2009) : + 1,4 % par rapport à avril 2008. Sur douze mois glissants, la tendance demeurait négative de 1,2 %. La progression en valeur était presque identique (1,5 %), mais elle a marqué un ralentissement par rapport à la tendance annuelle (+ 2 %).

Après une baisse en mars, le prix du panier moyen<sup>1</sup> s'est à nouveau enchéri en avril, de 2,7 %, du fait de l'épicerie, des liquides et de l'entretien. En rythme annuel, l'augmentation des prix à l'achat des produits de grande consommation était stable, à 3,6 %.

L'épicerie a connu un bon mois d'avril (+ 8,6 % en volume et + 9,6 % en valeur), performance toutefois à relativiser, en raison de l'effet saisonnier de Pâques :

la confiserie en est la principale contributrice, avec un gain de 48,7 % en volume et de 75,2 % en valeur, parce qu'elle a profité des achats de chocolats de Pâques<sup>2</sup>, fête qui a coïncidé avec la quatrième période d'observation cette année (13 avril) au lieu de la troisième en 2008 (24 mars).

**« Un climat qui demeure morose dans les rayons non alimentaires. »**

La reprise s'est confirmée pour les produits frais (+1 % en volume et + 0,5 % en valeur), grâce notamment aux fromages et à la catégorie saurisserie et poisson. Les autres univers étaient en revanche mal orientés. Le repli s'est accentué dans l'entretien et l'hygiène, par rapport à la tendance annuelle, avec des baisses de respectivement 9,4 % et 7,1 % en volume.

1. Le prix du panier résulte des choix effectués par le consommateur à partir des marques, modèles et variétés qui lui sont proposés. Il peut donc varier à étiquettes inchangées.

2. Les chocolats festifs sont intégrés par TNS Worldpanel dans le total des produits de grande consommation, ce que ne fait pas un autre institut comme Iri France. De ce fait, l'impact saisonnier de Pâques est très prononcé dans les résultats de TNS.

**Quatrième période, du 23/3 au 19/4/2009**  
**et évolutions en % par rapport à la période correspondante de l'année antérieure**

Indices Ilec-TNS (source : panel de consommateurs Worldpanel)

EN %	PART DE MARCHÉ EN VALEUR	VALEUR		VOLUME		PRIX DU PANIER	
		PÉRIODE À PÉRIODE	DOUZE MOIS	PÉRIODE À PÉRIODE	DOUZE MOIS	PÉRIODE À PÉRIODE	DOUZE MOIS
<b>TOTAL MARCHÉ PGC FLS</b>	<b>100,0</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>-1,2</b>	<b>2,7</b>	<b>3,6</b>
<b>EPICERIE</b>	<b>34,0</b>	<b>9,6</b>	<b>3,1</b>	<b>8,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>5,2</b>	<b>3,5</b>
PETIT DEJEUNER	4,9	-2,3	2,9	-3,2	1,0	0,9	1,8
CONFISERIE	6,8	75,2	-0,7	48,7	-2,4	17,9	1,7
PETFOODS	2,3	-4,5	3,3	-7,5	-1,7	3,2	5,1
PLATS CUISINES	1,1	-3,8	-0,7	-10,7	-4,5	7,8	4,1
FECULENTS	1,5	-2,2	13,6	-2,0	-0,2	-0,2	13,8
AIDES A LA CUISINE	4,9	-0,3	4,2	-1,9	0,6	2,7	3,9
CONSERVES DE LEGUMES	2,0	7,3	5,1	3,0	-0,5	4,2	5,6
BISCUITERIE SUCREE	2,2	2,9	5,0	-2,1	-0,3	5,1	5,3
ALIMENTS INFANTILES	1,2	-1,9	-9,1	-7,4	-10,3	6,4	1,3
PRODUITS APERITIFS	1,7	6,0	5,0	0,5	-0,6	5,5	5,6
PATISSERIE INDUSTRIELLE	2,0	-4,2	1,6	-1,3	-1,4	-2,9	3,0
CONSERVE DE POISSONS	1,1	10,6	8,2	6,2	0,2	4,2	8,0
<b>LIQUIDES</b>	<b>10,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,6</b>	<b>-4,7</b>	<b>-5,5</b>	<b>4,8</b>	<b>8,6</b>
BRSA	3,8	3,1	5,8	1,6	2,6	1,4	3,1
ALCOOLS	3,5	-0,8	5,0	0,4	2,4	-1,1	2,5
BIERES ET CIDRES	1,2	2,6	2,7	0,4	-1,6	2,2	4,3
EAUX	2,0	-6,2	-6,3	-8,5	-10,2	2,6	4,2
<b>ENTRETIEN</b>	<b>7,8</b>	<b>-5,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>-9,4</b>	<b>-4,6</b>	<b>5,0</b>	<b>3,5</b>
DROGUERIE	0,7	-6,0	-4,7	-9,0	-7,4	4,2	3,1
TOTAL NETTOYANTS	1,3	-5,2	-1,0	-10,1	-3,9	6,2	3,2
PAPIER	3,2	-5,8	-0,5	-6,6	-3,0	1,3	2,9
ARTICLES MENAGERS	0,9	-0,9	-0,5	0,6	-0,6	-0,1	0,3
ENTRETIEN DU LINGE	1,8	-8,6	-3,1	-18,7	-8,7	13,2	6,3
<b>HYGIENE BEAUTE</b>	<b>9,7</b>	<b>-10,8</b>	<b>-3,2</b>	<b>-7,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>
CAPILLAIRES	1,5	-13,1	-4,8	-13,7	-5,4	0,7	0,6
HYGIENE CORPORELLE	3,9	-9,7	-5,4	-10,8	-5,6	1,6	0,4
SOINS ET BEAUTE	3,4	-10,7	-0,3	-10,9	0,0	0,2	-0,3
PARAPHARMACIE	1,0	-11,4	-0,1	-12,0	-0,9	0,6	0,8
<b>PRODUITS FRAIS LS</b>	<b>38,0</b>	<b>0,5</b>	<b>3,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>3,2</b>
ULTRA FRAIS	7,3	-3,2	0,8	0,7	-1,9	-3,4	2,9
BEURRE OEUFS LAIT	5,8	-2,5	5,1	-0,4	-0,9	-1,8	6,1
SURGELES	7,4	5,0	2,5	1,8	0,5	3,5	2,0
CHARCUTERIE LS	5,3	1,9	4,9	0,6	3,0	1,3	1,8
TRAITEUR LS	4,8	-1,1	0,3	-1,4	-1,5	0,7	1,9
FROMAGES LS	6,0	1,3	5,6	3,1	1,1	-1,8	4,5
SAURISSERIE ET POISSONS	1,3	10,3	3,3	4,6	0,8	5,4	2,5

\* PGC : produits de grande consommation - BRSA : boissons rafraîchissantes sans alcool - NC : non communiqué - FLS : frais libre service (produits frais préemballés)

**Bulletin de l'Institut de liaisons et d'études des industries de consommation**

Directeur de la publication : Dominique de Gramont – Editeur : Trademark Ride, 93, rue de la Santé, 75013 Paris (tél. 01 45 89 67 36, fax 01 45 89 78 74, jwa@tmride.fr, www.trademarkride.com) – Rédacteur en chef : Jean Watin-Augouard – Secrétaire de rédaction et contact : François Ehrard (01 45 00 93 88, francois.ehrard@ilec.asso.fr) – Maquette et mise en pages : Graph'i Page (01 39 72 20 28, ivedalie@orange.fr)

Imprimé par : Imprimerie A. Mouquet, 2 rue Jean-Moulin, 93350 Le Bourget ( tél 01 48 36 08 54) – ISSN : 1271-6200

Dépôt légal : à parution – Reproduction interdite sauf accord spécial